

Dès 9 heures vendredi matin, une cinquantaine de personnes s'est retrouvée devant la Direction départementale des finances publiques à Guéret. Les agents soutenus par la CGT hospitalière, les territoriaux, la FATP ont dénoncé les nouvelles suppressions d'emplois en déposant une gerbe devant la grille.

6 emplois supprimés, les agents creusois mobilisés



Les agents de la DDFiP ont dénoncé les six nouvelles suppressions d'emploi.

30 % d'emplois en moins et 9 trésoreries fermées depuis 2000. Voilà le triste constat effectué par les agents de la Direction départementale des finances publiques (DDFiP) de la Creuse. Et ce n'est pas fini. En 2014 est programmée 2.002 suppressions d'emplois sur toute la France. En Creuse, six emplois (sur plus de 270) seront supprimés le 1^{er} septembre prochain, 5 à Guéret et un à Aubusson. «*Trop c'est trop !, s'écrient les agents. Arrêtons le massacre !*».

À l'appel de la section CGT Finances publiques et de la section Solidaires Finances publiques, une cinquantaine d'entre eux soutenus par d'autres sections de la CGT, s'est retrouvée hier matin devant le siège de la DDFiP, boulevard Saint-Pardoux à Guéret. Les deux organisations syndicales n'ont pas assisté au comité technique local. Elles dénoncent ces nouvelles suppressions d'emplois. «*Ce n'est pas en supprimant des emplois que l'on va améliorer l'accueil au public, la lutte contre la fraude fiscale*», explique Philippe Madec, co-secrétaire de la section CGT Finances publiques. «*La qualité du service en souffre, les agents souffrent*

de stress, de perte de repère, la législation changeant, les outils aussi», renchérit Sylvie Alleyrat-Ducros et Laure Duthilleul, co-secrétaires de la section Solidaires finances publiques.

UNE GERBE DÉPOSÉE DEVANT LA DDFiP

À Aubusson, le poste perdu concerne le service de la publicité foncière (SPF) dont le directeur aurait annoncé aux agents son transfert à Guéret. «*A quelle date ? On ne sait pas*», tempêtent Christiane et Monique. Sachant qu'il y a déjà des services qui sont partis (cadastre, enregistrement, fiscalité immobilière), elles ont peur pour le sud creusois. «*Ce qui est révoltant, c'est qu'on pourrait travailler sur place plutôt que de tout regrouper dans les grandes villes*», souffle Christiane.

Depuis le 1^{er} janvier, la trésorerie de Bellegarde-en-Marche a fusionné avec celle d'Auzances. Des permanences sont assurées à Bellegarde les lundis, mercredis et vendredis matin. Ils craignent à terme sa fermeture complète.

Alors, symboliquement les agents ont déposé une gerbe et une photo avec des cercueils représentant les

emplois supprimés sur la grille. Une grille qui normalement n'est pas fermée quand il y a quelqu'un. «*C'est le directeur qui l'a fermée et une personne empêche les gens de rentrer*», note Philippe Madec. Après réflexion, tous sont entrés au sein de l'établissement et ont pu s'entretenir avec le directeur départemental, Gérard Perrin. S'il n'y a pas eu d'avancées, «*les gens ont pu lui dire ce qu'ils voulaient*», admet le co-secrétaire CGT. Comme par exemple qu'ils n'aiment pas sa méthode de dialogue. «*Il y a eu une écoute*», indique Gérard Perrin, joint au téléphone. Mais pour lui, ce n'est pas un sujet creusois, c'est une déclinaison de ce qui se passe au niveau national. Concernant la fusion des trésoreries, «*c'est un aménagement du réseau qui s'est fait en concertation avec les élus et le personnel*» et le transfert du SPF «*n'est pas une question à l'ordre du jour*», a-t-il répondu.

Pour le moment, aucune autre action n'est prévue, l'important était de dire «*stop aux suppressions d'emplois*», affirme Laure Duthilleul et de sensibiliser.

Ech-M. Janvin V.J.